



CREATION ET PLANTATION DE HAIES

-

**GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUE DE
FLERS AGGLO**

DOMFRONT TINCHEBRAY INTERCO

-

CONVENTION CONSTITUTIVE

TD/EA

ENTRE :

Flers Agglo, représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2023-844 du 13 avril 2023,

dont le siège est 41 Rue de la Boule - CS 149 - 61103 FLERS CEDEX,

d'une part,

ET

Domfront Tinchebray Interco, représentée par son Président, Monsieur Bernard SOUL, agissant en vertu de la délibération n° du ,

dont le siège est 1 Place du Général Leclerc – 61800 TINCHEBRAY,

d'autre part,

PREAMBULE

Le 2 juillet 2021 à Flers, les représentants de Domfront Tinchebray Interco, de Flers Agglo, de l'État, de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, du Syndicat départemental de l'Eau de l'Orne et du Syndicat Mixte de restauration des rivières de la Haute Rouvre ont signé le contrat de territoire « Eau et climat » 2021/2024 du territoire du Noireau et de la Rouvre. Une des phases de ce contrat porte sur la lutte contre l'érosion des sols, source de transfert de polluants (Produits phytosanitaires, nitrates, matières en suspension) vers les cours d'eau.

C'est pour répondre à cette problématique de lutte contre l'érosion et le ruissellement que Flers-Agglomération et Domfront Tincébray Intercommunalité lancent un programme de replantation de haies avec l'aide financière de l'agence de l'eau Seine Normandie.

Afin de mutualiser la commande publique pour le choix des entreprises devant réaliser les travaux, fournitures ou services ainsi que pour la passation de tout marché nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, il est proposé de créer un groupement de commandes pour attribuer les marchés.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des articles L2113-6 et du Code de la Commande Publique qui prévoient que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

ARTICLE 1	CONSTITUTION
------------------	---------------------

Flers Agglomération et Domfront Tincébray Intercommunalité conviennent, par la présente convention, de constituer un groupement de commandes conformément aux articles L2113-6 et du Code de la Commande Publique, pour la création et la plantation de haies.

Ce groupement de commandes est constitué entre les parties à la présente convention en vue de passer le(s) marché(s) public(s) nécessaires à la création et la plantation de haies.

ARTICLE 2	NATURE DES MISSIONS ET PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS
------------------	---

Le coordonnateur conduira la procédure sous forme de procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique, ou de procédure formalisée, conformément aux articles L2124-1 à 4 et R2124-1 à 6 dudit Code, et dans le respect de son règlement intérieur pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée. Dans l'éventualité où un nouveau règlement intérieur serait adopté en cours de vie du groupement, celui-ci serait d'application immédiate et s'appliquerait aux procédures lancées à compter de son adoption.

Ce règlement implique que l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée se fasse après avis simple d'une commission dénommée COMmission des MArchés passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA). Il est accepté par les parties que la COMAPA soit composée conformément à l'article 4 de la présente convention. Il est renvoyé, pour les modalités de fonctionnement de cette commission, au règlement intérieur des marchés publics du coordonnateur du groupement de commandes.

Les marchés conclus selon une procédure formalisée seront attribués par une Commission d'Appel d'Offres composée conformément à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 3	COORDONNATEUR
------------------	----------------------

Flers Agglomération est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le coordonnateur :

- recense les besoins,
- rédige l'avis d'appel public à la concurrence et compose le dossier de consultation des entreprises,
- procède à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,

- met le dossier de consultation des entreprises à disposition y compris par voie dématérialisée le cas échéant,
- convoque la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) ou la commission d'appel d'offres (C.A.O.),
- procède à l'analyse des offres,
- présente le dossier en COMAPA ou en C.A.O et assure le secrétariat de la commission,
- informe les candidats non retenus.

Les représentants des pouvoirs adjudicateurs de chaque membre du groupement signeront avec le ou les titulaire(s) retenu(s) un (des) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) à hauteur de ses besoins propres, tel qu'il a été préalablement déterminé dans le dossier de consultation des entreprises, avant de le(s) lui notifier.

L'exécution administrative, technique et financière de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

A ce titre, chaque membre du groupement inscrit le montant du marché qui le concerne dans le budget de sa collectivité et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concerne.

En cas d'accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, un contrat pluripartite sera conclu entre chaque titulaire et l'ensemble des membres du groupement de commandes ayant participé à la procédure. Les marchés subséquents, qui sont des marchés publics, seront traités comme tels et seront attribués par chaque membre du groupement dans les conditions décrites par l'accord-cadre.

ARTICLE 4	CONSTITUTION DE LA COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE (COMAPA) ET DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
------------------	--

ARTICLE 4.1 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE (COMAPA).

La commission consultative pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) est compétente pour émettre un avis consultatif pour l'attribution des marchés et accords-cadres dont le montant est supérieur à un seuil défini par le règlement intérieur du coordonnateur du groupement et inférieur au seuil des procédures formalisées.

La « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée » est un groupe de travail d'aide à l'analyse des propositions des candidats aux marchés adaptés qui rend un avis simple sur le classement des offres.

Ce groupe de travail est constitué des membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes prévu à l'article 4.2 de la présente convention.

Il est possible d'y adjoindre tout élu ou agent de la collectivité concerné par l'affaire ainsi que toute personne invitée par le président du groupe de travail.

Le président du groupe de travail est le président de la C.A.O du groupement de commandes.

Les règles de fonctionnement de la COMAPA sont celles décrites pour cette même commission au règlement intérieur pour la passation des marchés publics du coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 4.2 – COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (C.A.O).

La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) est compétente pour attribuer les marchés et accords-cadres dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article L2124-1 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est composée des membres suivants :

- A voix délibérative :
 - Un représentant titulaire et un suppléant pour chaque membre du groupement.
- A voix consultative :
 - Les agents des membres du groupement compétents en matière de l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission,
 - Toute personnalité compétente dans la matière objet de la consultation désignée par le Président de la commission.
 - Le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant du ministre chargé de la concurrence lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission.

La C.A.O. est présidée par le représentant du coordonnateur.

ARTICLE 5 SIGNATURE DES MARCHES

Chaque structure s'engage à signer avec l'entreprise retenue son marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'elle les a préalablement déterminés.

ARTICLE 6 ENTREE EN VIGUEUR ET FIN DE LA CONVENTION

ARTICLE 6.1 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et jusqu'à la date de réception du dernier marché concerné par la présente convention ou, le cas échéant, de la date de décision passée en force de chose jugée mettant à terme à un éventuel contentieux engagé par le coordonnateur application de l'article 8 de la présente convention et lié à la passation d'un marché dont la procédure a été lancée en application de la présente convention.

ARTICLE 6.2 – SUBSTITUTION DU COORDONNATEUR

Dans l'éventualité d'une sortie du coordonnateur du groupement de commandes ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, la présente convention s'éteindrait de plein droit et une nouvelle convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

ARTICLE 6.3 – RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION OU RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Chacune des parties pourra résilier la présente convention ou se retirer du groupement de commandes, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés par le coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 8 CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures de passation dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière, incluant les frais de conseil éventuels, par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Le contentieux issu de l'exécution des marchés n'est pas inclus dans le mandat prévu au présent article en ce que chaque membre est chargé, en application de l'article 3 de la présente convention, de l'exécution technique, administrative et financière de ses marchés.

ARTICLE 9 LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à FLERS, en 2 exemplaires, le

Le Président
de Flers Agglo

Yves GOASDOUE

Le Président
de Domfront Tinchebray Interco

Bernard SOUL